

Observatoire social européen (2010) *Fiches sur le dialogue social sectoriel européen*. Projet coordonné par Christophe Degryse.
www.worker-participation.eu/EU-Social-Dialogue/Sectoral-ESD

AMEUBLEMENT

Représentants des travailleurs	Fédération Européenne des travailleurs du Bâtiment et du Bois (FETBB) (1958) http://www.efbww.org/default.asp?Language=FR
Représentants des employeurs	Union Européenne de l'Ameublement (UEA) (1950) http://www.ueanet.com/
	European Furniture Industries Confederation (EFIC) (2006) http://www.efic.eu

Comité du dialogue social sectoriel (CDSS)

Groupe de travail informel :	
CDSS :	Mars 2001
Règlement intérieur :	12 mars 2001
Programme de travail :	2007 – 2008 - 2009

[Aperçu général du secteur](#)

[Acteurs et défis](#)

[Résultats](#)

[Textes conjoints](#)

APERÇU GÉNÉRAL DU SECTEUR

Secteur à forte intensité de main-d'œuvre dont certaines activités peuvent être partiellement délocalisées, le secteur de l'ameublement est un acteur important sur les marchés à l'exportation. Il compte de nombreuses PME qui sont confrontées au défi de proposer des produits de haute qualité (technique, esthétique, conception, *design*) à l'échelle mondiale.

Les activités du secteur de l'ameublement portent principalement sur l'assemblage de divers matériaux (bois, agglomérés, plastique, métaux, cuir, etc.) afin de produire des meubles (armoires, tables, chaises, cuisines, etc.).

Ce secteur se caractérise, en Europe, par de nombreuses petites et moyennes entreprises, dont l'activité nécessite une importante main-d'œuvre dont une partie est « facilement » délocalisable (production de pièces), tandis que d'autres (conception, distribution, commercialisation) ne le sont pas. Ce secteur est davantage présent dans [certains pays](#) tels que Allemagne, Italie, France, Royaume-Uni, Espagne et, dans les pays d'Europe centrale et orientale, la Pologne.

Entre 2001 et 2003, ce secteur a perdu plus de 35 000 emplois, principalement en raison de la forte concurrence des pays asiatiques, où la main-d'œuvre est à moindre coût. Dans l'Europe des 25, on comptait, en 2004, quelque 1,3 million de travailleurs dans le secteur de l'ameublement. La majorité des quelque 140 000 entreprises sont des petites et moyennes entreprises, employant moins de 20 travailleurs. Les travailleurs sont quasi tous (95%) engagés à temps plein, et ce sont surtout des hommes à qualification faible ou moyenne.

L'élargissement de l'UE a été l'occasion de transférer des activités les plus intensives en main-d'œuvre dans les pays d'Europe centrale et orientale, où les coûts sont plus faibles.

Ce secteur est un important acteur sur les marchés à l'exportation. Mais parallèlement, la mondialisation et l'augmentation des importations à des prix moins élevés ont forcé l'industrie européenne à rechercher des avantages compétitifs et à restructurer (voir le rapport FIRST — Furniture Industry In Restructuring : Systems & Tools : [« Une approche du marché dans l'industrie du meuble »](#)).

Entre 2004 et 2006, alors que la croissance de la production mondiale de meuble dans les pays développés était de 14,4%, elle était de 57,4% dans les pays émergents. Si, l'UE est parvenue à maintenir son rôle de premier producteur mondial avec une part de 37% de la production totale, l'Asie (27%) et l'ALENA (29%) sont devenus des concurrents très sérieux (chiffres 2006). Dans ce contexte, l'industrie européenne est donc confrontée au défi de trouver de nouveaux avantages concurrentiels (différenciation des produits, analyse des facteurs d'achat du côté de la demande, distribution et gestion des ventes, etc.).

ACTEURS ET DÉFIS

Les thèmes de prédilection du dialogue social du secteur de l'ameublement ont principalement porté, au cours de ces dernières années, sur l'élargissement de l'UE et l'extension du dialogue social dans les nouveaux États membres, sur l'emploi et la formation professionnelle, et sur les questions de santé-sécurité. Ce dialogue social rassemble, côté travailleurs, la Fédération Européenne des Travailleurs du Bâtiment et du Bois (FETBB) et, côté employeurs, l'Union Européenne de l'Ameublement (UEA) ainsi que l'*European Furniture Industries Confederation* (EFIC).

En 2001, les partenaires sociaux européens de ce secteur ont adopté leur Règlement intérieur. Ils y définissent les objectifs du dialogue social de la façon suivante: « Donner des avis à la Commission sur les initiatives en matière de politique sociale et sur les évolutions de la politique européenne ayant une incidence économique ou sociale pour le secteur de l'ameublement » et « Favoriser et développer le dialogue social dans le secteur de l'ameublement sur une base consensuelle ».

S'ensuit l'adoption de deux positions communes (en 2002 et 2004) sur l'élargissement de l'UE et le dialogue social dans les nouveaux États membres, puis quatre déclarations (en 2006 et 2007) sur l'extension du dialogue social (Roumanie et Bulgarie), sur la formation et les jeunes travailleurs de ce secteur, sur la réduction des accidents du travail, et le renforcement du dialogue social en Roumanie, Bulgarie, Turquie et Croatie.

Le 25 février 2005, les partenaires sociaux ont également organisé une conférence européenne sur « L'avenir de l'industrie de l'ameublement dans une Europe élargie », où l'on voit revenir les thèmes de prédilection de ce secteur : développement des marchés, rôle de la négociation collective, emploi et formation.

Le programme de travail 2007 de ce secteur met lui aussi l'accent sur la formation professionnelle, la compétitivité, les questions de santé-sécurité, et le suivi des activités dans les nouveaux États membres. On notera que deux thématiques semblent monter en importance : la nécessité d'attirer des jeunes travailleurs dans le secteur, et celle d'aider les PME à relever les défis de la mondialisation (cf. chapitre précédent).

RÉSULTATS

Fortement soumis à la concurrence internationale, le secteur européen de l'ameublement produit un dialogue social que l'on pourrait qualifier de « déclaratif ». Les partenaires sociaux tentent de gérer les mutations dans un contexte de globalisation au moyen de stratégies proches de la méthode ouverte de coordination.

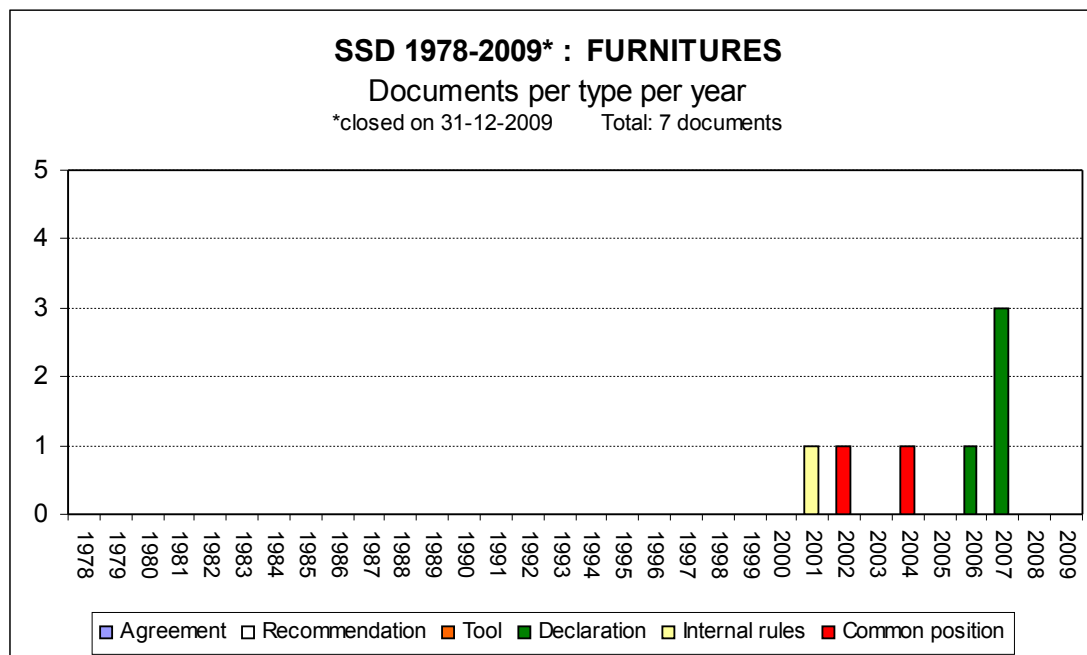
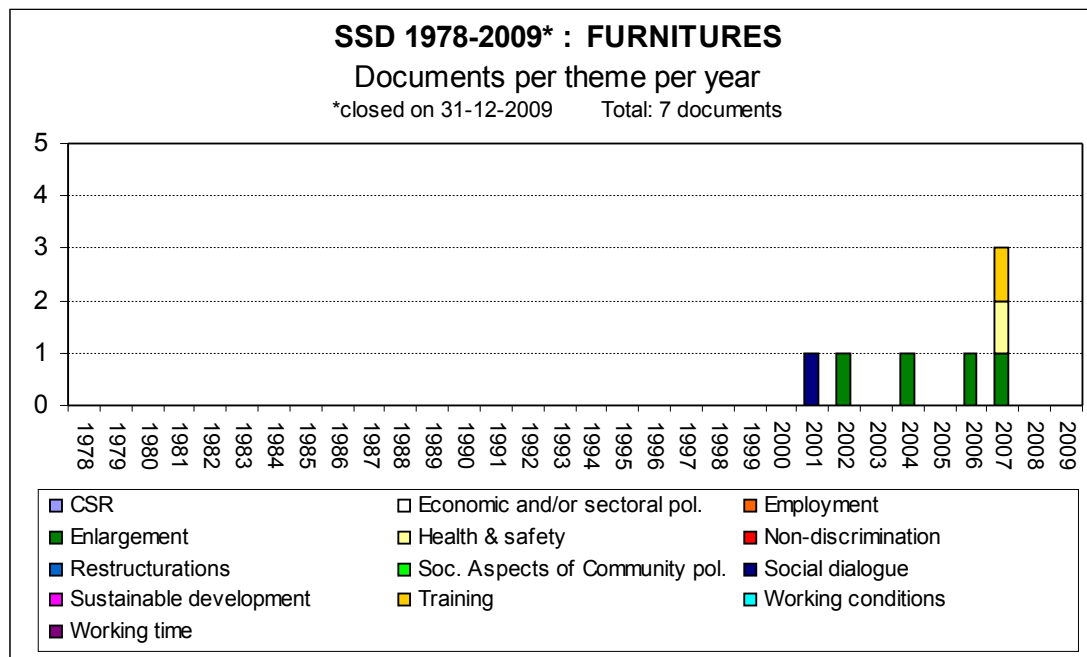
L'ameublement est un secteur de plus en plus fortement soumis à la concurrence internationale, et peu impacté par la législation communautaire — sauf pour les questions de santé-sécurité. Il fait partie, selon la typologie de l'[Observatoire social européen](#) (OSE), des secteurs qui gèrent les mutations dans un contexte de globalisation, comme par exemple le Textile, la Chaussure et la Tannerie.

Cependant, contrairement à ces derniers secteurs, où le dialogue social produit principalement des positions communes visant à influencer les politiques économiques, sectorielles, les politiques de l'emploi et les différents aspects sociaux des politiques communautaires, le secteur de l'ameublement produit surtout des textes de type « déclarations ». Ainsi, la déclaration sur la réduction des accidents du travail fait surtout référence à des éléments proches de la méthode ouverte de coordination : meilleures pratiques, dissémination des résultats, évaluations conjointes. De même en ce qui concerne la formation et la perception des jeunes travailleurs par rapport à ce secteur, les partenaires sociaux en appellent assez vaguement à accroître le support pour des initiatives de formation, et à formuler des stratégies pour valoriser le travail dans ce secteur et améliorer la perception qu'en ont les jeunes travailleurs.

Les deux positions communes adoptées dans ce secteur appellent les institutions européennes à aider le développement du dialogue social et la mise en œuvre correcte des réglementations sur la santé et la sécurité dans les nouveaux États membres. Il n'y a pas de documents conjoints reflétant des engagements réciproques (accords-cadres). On peut donc qualifier le dialogue social de ce secteur de « volontaire », ou « déclaratif », ce qui le distingue des autres secteurs soumis à la concurrence internationale. Comme mentionné dans le rapport de l'OSE (Pochet *et al.*, « Dialogue social européen sectoriel 1997-2004 », Observatoire social européen, 2004), « on soulignera la quasi-absence de déclarations dans les secteurs fortement soumis à la concurrence internationale, qui ont plutôt tendance à privilégier les recommandations avec procédures de suivi ». De ce point de vue, l'ameublement semble donc faire exception.

TEXTES CONJOINTS

Le dialogue social sectoriel « Ameublement » a donné lieu, depuis 2001, à l'adoption de 7 textes conjoints.



Date	Title	Theme	Type	Adressee
02/10/2007	Joint declaration of UEA, EFFIC and EFBWW on the extension of the social dialogue in the enlargement countries	Elargissement	Déclaration	Organisations nationales
02/10/2007	Joint declaration of UEA, EFIC and EFBWW on the accident reduction in the furniture industry	Santé-Sécurité	Déclaration	Organisations nationales
02/10/2007	Joint declaration of UEA, EFIC and EFBWW on the training and education in the furniture industry and on the perception of young people on working in the furniture industry	Formation	Déclaration	Organisations nationales
19/12/2006	Joint declaration of UEA, EFFIC and EFBWW on the extension of the social dialogue in the enlargement countries	Elargissement	Déclaration	Partenaires sociaux européens
07/02/2004	Déclaration commune de l'UEA et de la FETBB sur le dialogue social dans les pays de l'élargissement	Elargissement	Position commune	Institutions européennes
06/07/2002	Déclaration des partenaires sociaux européens du secteur du meuble sur l'élargissement à l'occasion de leur conférence sur l'élargissement, organisée à Budapest les 5 et 6 juillet 2002	Elargissement	Position commune	Institutions européennes
12/03/2001	Règlement intérieur du comité de dialogue dans le secteur d'ameublement	Dialogue social	Règlement intérieur	Partenaires sociaux européens

